

10 octobre 2017 : Plus d'un agent sur 3 en grève à la Direction Générale des Finances Publiques

La journée de grève Fonction Publique du 10 octobre a réuni des milliers de manifestants à travers le pays, avec des taux de grève particulièrement élevés, notamment dans les ministères économiques et financiers (27,35 %). Les agent-e-s de la DGFIP se sont illustrés avec un taux de grévistes proche des 33 %. Au-delà de ce chiffre, 1 agent sur deux n'était pas au travail . C'est donc un véritable ras-le-bol qui s'est exprimé le 10 octobre.

Pour le Morbihan, 39,25 % d'agent-e-s en grève et 2 résidences au dessus de 50%
2 belles et massives manifestations sur Vannes et Lorient avec beaucoup d'agent-e-s des Finances Publiques dans les cortèges



Les responsables, les ministres Darmanin et Le Maire ainsi que le Directeur de la DGFIP doivent l'entendre.

Les premières décisions du gouvernement, ses annonces pour l'avenir d'une administration déjà lourdement touchée par les suppressions d'emplois (plus de 37 000 depuis 2002), par des réformes de structure incessantes, par des blocages en matière de promotions internes et de débouchés fonctionnels pour les cadres, la dégradation des conditions de vie au travail et la perte de sens des

missions ont cristallisé cette colère qui gronde depuis plusieurs mois, plusieurs années.

La question du pouvoir d'achat, avec le gel de la valeur du point d'indice et la minable compensation de l'augmentation de la CSG, comme celle du rétablissement du jour de carence, véritable punition des « malades » qui le sont de plus en plus en raison de la dégradation de leur condition de vie au travail, ont également fait partie des moteurs de cette mobilisation.

Par leur large participation à cette journée de grèves et de mobilisations, ils signifient au pouvoir politique en place, avec tous les fonctionnaires méprisés et déconsidérés par les discours des responsables politiques, qu'ils refusent d'être la variable d'ajustement d'orientations budgétaires tournées quasi exclusivement au profit de la finance. Ils affirment également que leurs missions ont un sens, celui de l'intérêt général et qu'ils exigent des moyens tant humains que budgétaires pour les accomplir pleinement.

Les taux de grève enregistrés dans les directions locales, et plus particulièrement dans les petits et moyens départements soumis à de nombreuses fermetures de services dans le cadre de l'aménagement des structures du réseau (ASR) et promis à la désertification (on peut estimer, a minima, à plus de 500 le nombre de services de proximité en danger imminent de disparition), démontrent l'attachement des personnels non seulement à la proximité des services publics, au service rendu aux citoyens les plus fragiles, mais aussi à l'aménagement du territoire qui, pour la DGFIP comme pour beaucoup de services publics, se résument trop souvent à l'usage du numérique et au développement des grandes métropoles au détriment des territoires.

Ces chiffres marquent un tournant essentiel dans une mobilisation inscrite dans la durée et convergente entre les salariés du privé et ceux du public et plus largement de tous les citoyens qui refusent le changement profond et néfaste de société que veut nous imposer de force le gouvernement en place.



Restons mobilisés et portons nos revendications "haut et fort" le 19 octobre prochain lors de la visite de Mr Mazauric : Directeur Général adjoint des Finances

Publiques convié à la séance de restitution du séminaire à Vannes !

Ce message et toutes les pièces jointes (ci-après le message") sont confidentiels et établis a l'intention exclusive de ses destinataires. Toute utilisation ou diffusion non autorisée est interdite. Tout message électronique est susceptible d'altération. SOLIDAIRES FINANCES PUBLIQUES décline toute responsabilité au titre de ce message s'il a été altéré, déformé ou falsifié. Si vous n'êtes pas destinataire de ce message, merci de le détruire immédiatement et de m'avertir de l'erreur de distribution et de sa destruction.

Si vous ne souhaitez plus recevoir nos informations merci de vous désabonner en envoyant un courriel à:

solidairefinancespubliques.ddfip56@dgfip.finances.gouv.fr